

Eglise et politique

Faut-il que l'Eglise intervienne dans le champ politique ? Cette question a suscité d'innombrables débats idéologiques. Plutôt que de s'enfoncer dans le brouillard des principes abstraits, il faut d'abord examiner ce qu'on peut voir d'en bas, là où l'abstraction atterrit. Ensuite, il faut passer à l'essentiel : les éclairages que nous donnent les Ecritures.

Vues d'en bas, les prises de position séparant Eglise et politique me semblent le plus souvent utilitaires. Elles servent à soutenir un point de vue politique, le plus souvent conservateur, justifiant l'ordre établi. Plus rarement, elles ont pu aussi, dans l'histoire, justifier un point de vue d'extrême gauche comme dans certains courants du christianisme social ¹.

Passons maintenant aux textes bibliques. Les adversaires d'un engagement politique des Eglises citent volontiers certains textes en les utilisant plutôt qu'en les écoutant. Ainsi, ce récit des évangiles où on voit des adversaires de Jésus chercher à lui tendre un piège, en commençant par essayer de le flatter.

Ils envoient auprès de Jésus quelques Pharisiens et quelques Hérodiens pour le prendre au piège en le faisant parler. Ils viennent lui dire : « Maître, nous savons que tu es franc et que tu ne te laisses pas influencer par qui que ce soit : tu ne tiens pas compte de la condition des gens, mais tu enseignes les chemins de Dieu selon la vérité. Est-il permis, oui ou non, de payer le tribut à César ? Est-il permis, oui ou non, de payer le tribut à César ? Devons-nous payer ou ne pas payer ? » Mais lui, connaissant leur hypocrisie, leur dit : « Pourquoi me tendez-vous un piège ? Apportez-moi une pièce d'argent, que je voie ! » Ils en apportèrent une. Jésus leur dit : « Cette effigie et cette inscription, de qui sont-elles ? » Ils lui répondirent : « De César. » Jésus leur dit : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Et ils restaient à son propos dans un grand étonnement. (Marc 12, 13-17 et //).

Bien des gens pensent que Jésus affirme ici une séparation entre le spirituel et le temporel. Une telle séparation existe dans la culture grecque antique, dont nous sommes héritiers, mais elle totalement étrangère à la Bible. Il faut donc se méfier de nos premières impressions. Seule une lecture attentive permet de remarquer la dynamique du texte et son point essentiel. D'abord, en quoi consiste le piège ? Le pays est militairement occupé. Si Jésus dit oui à l'impôt, il se mettra à dos les gens pieux qui détestent cette occupation par une puissance païenne. S'il dit non, il risque des ennuis avec les autorités. Il commence par mettre en évidence l'hypocrisie de ses interlocuteurs en leur demandant de lui montrer une pièce d'argent. Sa possession peut être interprétée comme une reconnaissance implicite du pouvoir de celui dont on y voit l'effigie. Il les désarçonne en leur disant de restituer cet argent à son propriétaire. Ensuite, il ajoute un élément - le plus important dans ce texte ! - qui passe presque toujours inaperçu : il mentionne Dieu, qui ne figurait pas explicitement dans la question qui lui avait été adressée : « (...) rendez à Dieu ce qui est à Dieu ». Cette affirmation pose une question essentielle : qu'est-ce qui ... n'est pas à Dieu ? Pour un Juif convaincu et pratiquant comme Jésus, la réponse est évidente : absolument RIEN ! Tout est à Dieu !

Cependant, dans le livre de la Genèse, on voit Dieu confier sa Création à l'être humain pour qu'il en prenne soin. Il la confie mais ne la donne pas. Il en reste le propriétaire.

On retrouve cette logique dans un texte de l'épître aux Romains, souvent très mal lu, où Paul demande à ses destinataires de se soumettre aux autorités.

" Tout homme doit se soumettre aux autorités qui gouvernent l'État. Car il n'y a pas d'autorité qui ne vienne de Dieu et les autorités qui existent ont été établies par Dieu. Ainsi, celui qui s'oppose à l'autorité s'oppose à l'ordre établi par Dieu. Ceux qui s'y opposent attireront le jugement sur eux mêmes. " (Rom. 13, 1-2)

¹ 1 Ainsi chez Léonard Ragaz (1868-1945) qui " prétendait que celui-ci (le socialisme religieux) trouvait son origine dans le Royaume de Dieu (RdD) et allait dans le sens de l'instauration du RdD sur terre. " Le Christianisme social, Klauspeter Blaser, éd. Van Dieren, Paris 2003, p.66

Ce passage nous gêne profondément à cause de l'usage qui en a été fait au cours de l'histoire : il a servi, pendant des siècles à justifier les pouvoirs absolus des monarchies et d'autres formes de pouvoirs totalitaires. Toutefois, la seule autorité absolue, c'est celle de Dieu. L'autorité politique n'est jamais absolue ! On a rarement vu que, dans ce texte, Paul précise bien que ces autorités ne sont pas libres de faire ce qu'elles veulent : elles sont là ... pour faire le bien !

Verset 4: " l'autorité est au service de Dieu pour te pousser au bien ".

L'autorité n'est légitime que si elle remplit ce rôle. Les autorités doivent veiller au bien commun et, en particulier, à celui des plus fragiles dans la société. Pour cela, elles ont besoin de notre collaboration, dans toute la mesure du possible. C'est pourquoi, depuis les débuts du christianisme, on a prié pour les autorités. Il s'agit en effet de les soutenir pour les aider à assumer leurs responsabilités. Toutefois, si elles ne l'assument pas, notre foi devrait nous conduire à protester, voir à leur résister de manière non-violente, ce qui sera aussi une manière de leur rendre service ! L'apôtre Paul lui-même l'a fait : il a connu la prison à plusieurs reprises. Il finira même par être condamné à mort !

On trouve un autre accent dans le livre de l'Apocalypse, au chapitre 13 qui a été écrit en Asie Mineure vers la fin du 1er siècle, à 7 petites communautés chrétiennes dont on ne sait pas grand-chose mais qui sont confrontées à un pouvoir romain local autoritaire qui exigeait de rendre un culte à l'empereur. Cette exigence suscitait plus ou moins de résistance parmi ces communautés. Dans l'une d'entre elles, à Pergame, l'un de ses membres a payé de sa vie sa fidélité à la foi chrétienne (Ap 2,13). Quant à l'auteur du livre, nommé Jean, on ne sait pas grand-chose de lui si ce n'est qu'il a probablement dû s'exiler sur l'île de Patmos à cause de sa résistance vis-à-vis des autorités.

Dans un langage symbolique inspiré de la littérature apocalyptique, le pouvoir politique oppressif est décrit sous la forme de deux Bêtes qui exigent obéissance, entendent agir sur les consciences avec arrogance et veulent être adorées. L'ordre politique s'est visiblement mis au service d'une transcendance dévoyée : l'idéologie désignée comme « le dragon ».

Ces trois textes bibliques devaient donc inciter les personnes qui se réclament de l'Evangile à reconnaître et à accepter une autorité politique servant le bien. Mais si une domination malfaisante s'y camoufle en Bête humaine, selon l'Apocalypse, une résistance non violente s'impose.

Ainsi, dans le protestantisme, chaque personne est invitée à vivre sa foi en s'engageant dans la société civile. Pour un chrétien protestant, faire partie des autorités ou être actif dans une association laïque, est une manière de vivre sa foi.²

Malheureusement aujourd'hui, les Eglises, notamment réformées, se tiennent à distance du monde politique en se déchargeant peureusement du témoignage qu'elles devraient apporter sur les fidèles. Elles ont pourtant, elles aussi, à interpeller les autorités politiques par rapport à leur mission. Si elles ne le font pas, elles ne sont pas cohérentes avec la Bonne Nouvelle que tout le Nouveau Testament les invite à vivre et à annoncer : le Christ est le Seigneur du monde (et non d'autres pouvoirs).

Il faut reconnaître néanmoins qu'une relation saine est toujours difficile à établir avec des autorités politiques souvent centrées sur une recherche de pouvoir. Pour une personne chrétienne, vivre sa foi se traduit donc nécessairement par une tension avec les valeurs de la société.

Pierre Farron, pasteur et théologien

² Dans le catholicisme, les fidèles sont appelés à s'engager dans des organisations catholiques.